105 Reconnaître la gestion des ressources naturelles par les communautés et la soutenir par un financement spécial

RECONNAISSANT que des écosystèmes fonctionnels sont essentiels au maintien de la vie sur Terre et que les peuples autochtones et de nombreuses communautés rurales, locales et tribales gèrent avec succès ces écosystèmes depuis des générations grâce à leurs connaissances et à leurs pratiques locales ;

RAPPELANT que les terres et les eaux conservées par les peuples autochtones et les communautés locales contiennent environ 80 % de la biodiversité de la planète et qu'au moins 32 % de l'ensemble des terres et des eaux intérieures qui s'y rattachent sont détenues ou gouvernées par des peuples autochtones ou par des communautés locales [et d'autres entités de gestion communautaire selon le contexte] ;

RECONNAISSANT que les peuples autochtones et les communautés locales font souvent face à des pressions économiques et à des difficultés de développement qui peuvent compromettre leur capacité à poursuivre leurs pratiques de gestion du territoire ;

NOTANT que le financement mondial actuel alloué à la conservation de la biodiversité est estimé à seulement 124-143 milliards de dollars américains par an, alors que le financement annuel nécessaire est de 722-967 milliards de dollars, et qu'une partie importante de ce déficit de financement affecte des zones historiquement gérées par les peuples autochtones et les communautés locales ;

PRÉOCCUPÉ par le fait que l'absence de mécanismes de financement durables pour la conservation à l'échelle communautaire menace à la fois la biodiversité et les pratiques culturelles qui ont contribué à la préserver, mais saluant les mécanismes existants, tels que le Fonds pour l'application du Cadre mondial de la biodiversité ;

RECONNAISSANT AUSSI que le fait de récompenser et de soutenir les pratiques de gestion communautaire peut constituer une approche rentable, résiliente et juste pour s'adapter aux effets du changement climatique, tout en soutenant des moyens d'existence durables et des systèmes alimentaires locaux ; et

RAPPELANT la Résolution 6.030 *Reconnaissance et respect des territoires et aires conservés par des peuples autochtones et des communautés locales, recouverts par des aires protégées* (Hawai'i, 2016) et la Résolution 19.23 *L'importance des approches communautaires* (Buenos Aires, 1994) ;

Le Congrès mondial de la nature 2025 de l'UICN, lors de sa session à Abou Dhabi, Émirats arabes unis :

1. DEMANDE au Directeur général de faciliter et de conseiller aux États Membres de l'UICN la mise en place d'un Fonds de gestion communautaire conçu pour apporter aux peuples autochtones et aux communautés locales un soutien financier direct, à long terme et adapté à la culture, afin qu'ils puissent maintenir et développer leurs actions de gestion locale pour préserver la biodiversité et les services écosystémiques[, en apportant entre autres des fonds destinés à la gouvernance communautaire, à la résolution des conflits, à l'adoption de processus décisionnels inclusifs, aux infrastructures numériques inclusives et aux pratiques de communication éthiques].

2. PRIE INSTAMMENT les États Membres de l'UICN [de reconnaître] [et de permettre les pratiques de gestion communautaire conformément aux lois nationales et aux systèmes de gouvernance] [de protéger juridiquement les droits des peuples autochtones et des communautés locales] [et d'autres entités de gestion communautaire selon le contexte], [conformément à leurs systèmes juridiques,] à poursuivre leurs pratiques locales, et d'élaborer des politiques et des programmes nationaux qui soutiennent et encouragent la gestion communautaire des ressources naturelles.

[PRIE INSTAMMENT les États Membres de l'UICN de donner aux peuples autochtones et aux communautés locales les moyens de poursuivre leurs pratiques locales, et d'élaborer des politiques et des programmes nationaux qui soutiennent et encouragent la gestion communautaire des ressources naturelles.]

3. DEMANDE aux Membres de l'UICN de documenter et de partager :

a. des éléments reflétant des pratiques de gestion communautaire réussies ou non, d'assurer l'intégration du Fonds dans les Stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité et de fournir un appui technique aux peuples autochtones et aux communautés locales [et d'autres entités de gestion communautaire selon le contexte] ;

b. des projets collaboratifs menés à l'échelle nationale ou multinationale qui respectent l'autodétermination et les systèmes de gouvernance des peuples autochtones et des communautés locales [et d'autres entités de gestion communautaire selon le contexte] en matière de conservation communautaire, en portant une attention particulière aux autres mesures efficaces de conservation par zone (AMCEZ) ;

c. le rôle des peuples autochtones et des entreprises communautaires dans la réalisation des objectifs de conservation et de développement durable, ainsi que dans le soutien à l'incubation d'entreprises, à l'accès aux marchés et à la résilience face à la concurrence illégale, qui peuvent aider les communautés à réduire leur dépendance vis-à-vis de la philanthropie.

4. APPELLE les Membres de l'UICN à garantir un soutien et une reconnaissance efficaces des systèmes de gouvernance locaux pour la gestion des ressources naturelles par l'utilisation du Fonds, à garantir une représentation et une participation à la prise de décision qui soient pleines, équitables, inclusives, efficaces et qui tiennent compte des questions de genre pour les peuples autochtones et les communautés locales [et d'autres entités de gestion communautaire selon le contexte], et à cocréer des cadres participatifs pour le suivi des résultats socio-écologiques.

5. APPELLE le secteur financier, les bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux à allouer des flux de financement spéciaux pour soutenir le développement de crédits, d'assurances et d'autres produits financiers sur mesure, y compris d'approches de financement mixte, qui soient accessibles aux peuples autochtones et aux communautés locales par l'intermédiaire de leurs structures de gouvernance locales compétentes.

6. DEMANDE la création d'un groupe de travail composé de représentants des peuples autochtones et des communautés locales, des Commissions de l'UICN et de spécialistes compétents pour superviser l'élaboration et la mise en œuvre participatives du Fonds de gestion communautaire, assurer la transparence, la responsabilité [et un financement non extractif] et veiller à ce que les mécanismes de financement s'alignent sur les besoins et les valeurs des communautés.